

## **Intervention de la CGT au rassemblement du 1<sup>er</sup> mai 2018**

Chers ami·es, chers camarades,

Les exigences de progrès social, de solidarité et de coopération entre les peuples, de désarmement et de paix, portées dans les mobilisations le 1<sup>er</sup> mai, depuis des décennies, n'ont jamais été autant d'actualité.

Nous aurions pu faire un long développement sur la situation scandaleuse de la misère dans le monde, en Europe et en France, pendant que les milliardaires affichent des fortunes de plus en plus insolentes, mais nous nous avons fait le choix, dans cette période, d'insister sur la situation plus que préoccupante concernant la paix.

Alors que de nombreux conflits ont déjà lieu dans de nombreuses régions du monde, après les opérations de déstabilisation au Venezuela, après les tensions dans la péninsule Coréenne, la situation au Proche et Moyen Orient, l'ingérence militaire des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de la France, au mépris total du droit international, menée dans le cadre de la guerre économique que se livre le capitalisme mondialisé, nous place au bord de l'escalade de la violence et du déclenchement d'un 3<sup>ème</sup> conflit mondialisé.

En effet, l'acte d'agression, perpétré le 13 avril dernier, par les USA, la France et le Royaume Uni, avec le soutien de l'Union Européenne et de l'OTAN, contre la Syrie, est lourde de danger de voir s'embraser toute cette région, voire le monde.

Menés au prétexte d'utilisation d'armes chimiques, toujours non prouvée à ce jour, qui nous rappelle les armes de destructions massives que l'on cherche encore en Irak, ces bombardements visent à saper les progrès réalisés par le dialogue et l'effort de plusieurs pays pour ramener la paix au peuple syrien.

Ils s'inscrivent dans le processus d'agression continue que subit la Syrie, dans lequel ont également été impliqués Israël, les monarchies du Golfe, la Turquie, dans lequel le terrorisme a été intégré, même si on ne peut oublier que Bachar El Assad massacre lui-même son peuple.

Il est urgent de faire monter les exigences d'une solution politique pour faire cesser le conflit en Syrie, faire cesser les guerres dans cette région du monde, comme partout, qui ne servent que l'impérialisme américain, rejoint par l'Union Européenne et l'OTAN, et les intérêts économiques des grands groupes capitalistes.

En effet, les guerres au Proche et Moyen Orient impliquent des puissances militaires mondiales et régionales, à la recherche de zones d'influence, de bases militaires, de marchés

économiques, de voies de communications terrestres, aériennes, maritimes, ainsi que des voies d'acheminement du gaz et du pétrole et d'accès à la mer, au détriment des populations qui en souffrent.

Et ce sont les multinationales de l'énergie ou encore les marchands d'armes qui en tirent des profits faramineux.

**Par** ailleurs, pas un mot, pas une réaction sur le massacre de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, perpétré par l'Arabie Saoudite au Yémen, avec des armes vendues notamment par la France.

Les Etats-Unis, l'Union Européenne, dont la France, ne réagissent pas plus au massacre des Kurdes par Erdogan.

En Palestine, alors que depuis plus de dix ans, les habitant-es de Gaza vivent dans une prison à ciel ouvert, subissent un blocus inhumain dans l'indifférence quasi générale de la communauté internationale, que la colonisation continue, au mépris des résolutions de l'ONU, que des milliers de prisonnier-es politiques, hommes, femmes, enfants croupissent, sans raison dans les geôles israéliennes, la marche pour la terre du 30 mars, manifestation pacifique pour l'arrêt des colonisations illégales et la restitution des terres confisquées aux palestinien-nes, s'est terminée dans l'horreur, par 18 mort-es et 1400 blessé-es.

Quelques jours plus tard, les snipers de l'armée israélienne ont récidivé en assassinant 6 personnes de plus.

Ce massacre s'ajoute aux plus de 3500 mort-es des interventions israéliennes de 2008, 2012 et 2014 et montre le vrai visage d'un gouvernement qui n'a comme ambition que l'anéantissement pur et simple du peuple palestinien, avec la passivité, voire la complicité d'une large partie de la communauté internationale.

Il est urgent de faire grandir partout les exigences de l'application des résolutions de l'ONU, de la levée du blocus de Gaza, de la reconnaissance d'un véritable Etat palestinien et que des sanctions soient appliquées contre le pouvoir israélien.

En ce 1<sup>er</sup> mai, la CGT réaffirme tout son soutien et sa solidarité envers les peuples qui souffrent de la guerre et son engagement pour le désarmement et la paix, pour construire un monde de coopération entre les peuples, parce qu'il ne peut y avoir de progrès social dans un monde frappé par les guerres.

Pour les peuples qui la subissent, c'est le chaos, l'horreur et les monstruosité dont sont victimes les populations civiles, sombrant dans la misère, la famine et jetées sur le chemin de l'exil.

Et pour les peuples dont le pays est engagé dans ces conflits, c'est l'alibi parfait pour les gouvernements, au nom de l'effort de guerre que la population n'a pas choisi, afin

d'accélérer l'austérité, les reculs sociaux, la remise en cause des garanties collectives, des droits et libertés individuelles et collectives, comme actuellement dans notre pays.

En effet, les milliards consacrés dans les budgets à la guerre, pour permettre le pillage des richesses naturelles et l'asservissement des peuples aux exigences des grandes firmes multinationales, sans aucune consultation des citoyen·nes, ni de leurs représentant·es à l'Assemblée Nationale, devraient être affectés au développement de la société, à la santé, à la prévention des risques, à la recherche, à l'éducation, à l'énergie, aux transports écologiques pour tous, etc, etc.

Mais sans surprise, le président va-t'en-guerre Macron, VRP des grands groupes et de la finance, ardent promoteur de l'Union Economique et Monétaire Européenne supranationale, construite par et pour le capital, entend, à l'inverse, poursuivre son entreprise de démolition de tous les conquits sociaux, obtenus par les luttes au fil de notre histoire, qui ont pourtant permis d'élever les conditions de vie et de travail des salarié·es, de la population, de faire progresser notre société, notre pays.

Sous couvert de modernité, il ne fait, en réalité, qu'accélérer et aggraver les politiques de régression sociale, menées par les gouvernements successifs depuis plus de trente ans, au nom de l'arnaque de la compétitivité des entreprises et de la baisse du « coût du travail », de la réduction de la fameuse dette publique, dictée par l'Europe de Bruxelles.

Il ne fait que répondre aux vieilles revendications rétrogrades d'un patronat revanchard, qui n'a jamais admis les conquits sociaux qu'il a été obligé de concéder sous la pression des luttes, pour rétablir la toute-puissance de celui-ci, pour asseoir la domination sans limite ni partage des grands groupes afin d'asservir toute la population à leurs choix et stratégies.

En moins d'un an au pouvoir, l'ex riche employé de la banque Rothschild a remis en cause le Code du Travail et les Conventions Collectives, a fait les poches des retraité·es par l'augmentation de la CSG, tout en s'attaquant au financement de la sécurité sociale.

Il s'attaque à la Fonction Publique et aux services publics, à l'exemple de la SNCF, qu'il entend, comme tous les autres, livrer à la marchandisation et aux appétits financiers des grands groupes privés.

Il a fait voler en éclat le droit à la Formation Professionnelle pour toutes et tous. Il a remis en cause les fondements de l'école de la République, fondée sur l'égalité des droits pour toutes et tous et l'accès **pour chacun et chacune aux études supérieures de son choix**.

Il entend durcir les conditions d'indemnisation du chômage, intensifier le flicage et les sanctions contre les privé·es d'emploi, qu'il considère comme coupables de leur situation, comme des fraudeurs et des profiteurs d'un système trop généreux, pendant que parmi ses copains 1<sup>ers</sup> de cordée, Vincent Bolloré est mis en examen pour corruption d'agents

étrangers, complicité d'abus de confiance, faux et d'usage de faux, dans le cadre des conditions d'attributions de ses concessions portuaires en Afrique de l'Ouest.

Aujourd'hui, il confirme sa volonté de détruire notre système de retraite avant de s'attaquer à notre sécurité sociale solidaire. Il annonce également la mise en place d'une 2<sup>ème</sup> journée dite de solidarité pour soi-disant les personnes âgées dépendantes. Au-delà de ce simulacre de solidarité scandaleux, ce sont les prémices de remise en cause des congés payés, notamment de la 5<sup>ème</sup> semaine, qui sont dans le viseur de Macron, aux ordres du patronat.

Face à cette ambition de nous ramener à des conditions de vie et de travail du début du siècle dernier, dans l'unique but de satisfaire la soif de pouvoir et la voracité sans limite de profits, d'une minorité de nanti-es, les résistances, les mobilisations des salarié-es, des retraité-es, de la jeunesse depuis de nombreuses semaines se développent.

Dans de nombreux secteurs, à la SNCF, dans l'énergie, la santé, à Air France, chez Carrefour, à la RATP, dans la chimie, la construction, etc., les retraité-es, les étudiant-es agissent ensemble pour refuser ces reculs et gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Il est indispensable de travailler à l'élargissement, au développement des luttes, à leur mise en convergence pour mettre le rapport de force au niveau nécessaire pour gagner.

Si le président Macron, ses ministres, le patronat affichent une arrogance et un cynisme rarement égalés, en réalité, ils craignent par-dessus tout le développement et l'élargissement des mobilisations.

S'ils mettent autant d'acharnement, à grand renfort de médias, à dénigrer, à tenter de discréditer la lutte des cheminot-es qui se battent pour le service public de transport ferroviaire, l'amélioration du service rendu aux usager-es, qui relève de l'intérêt général, c'est parce qu'ils ont peur de l'élargissement de la mobilisation.

S'ils tentent d'évacuer par la force la ZAD de Notre Dame des Landes, s'ils ont évacué des universités, avec violence et brutalité, les étudiant-es qui se battent pour avoir accès et le choix de leurs études, pour avoir un véritable avenir, c'est parce qu'ils ont peur du développement de la mobilisation.

S'il nous faut poursuivre et amplifier la bataille engagée régionalement pour l'accès et la gratuité des soins pour toutes et tous partout, le rejet à l'unanimité du Plan Régional Santé par le Conseil Economique Social Environnemental Régional et par l'ensemble des élu-es du Conseil Régional, hormis ceux du FN, est bien la démonstration que la mobilisation peut les faire plier.

Il y a 50 ans, le blocage de l'économie, les occupations des usines, des administrations et services par les salarié-es en grève ont permis d'obtenir des avancées sociales considérables qui ont fait évoluer les conditions de vie et de travail des salarié-es, de la population.

Pour la CGT, il n'est pas question de nostalgie d'un temps passé, que certain-es prétendent révolu, mais bien d'un rappel de mémoire collective de ce que les salarié-s sont capables de gagner lorsqu'ils et elles sont unis, solidaires et déterminés dans l'action collective.

Aujourd'hui encore, c'est par le développement des luttes revendicatives sur chaque lieu de travail et de vie, leur mise en convergence que nous stopperons Macron et obtiendrons de nouvelles conquêtes sociales.

Il faut redonner confiance aux salarié-es dans leur capacité de gagner par l'action collective. Comme hier, la force est du côté du nombre et lorsque cette force agit rassemblée dans un seul et même mouvement, rien ne peut lui résister.

Alors que certain-es préfèrent continuer à porter l'escroquerie idéologique du dialogue social, malgré l'attitude méprisante de Macron, son gouvernement et du patronat, nous devons continuer à travailler à la construction du développement des luttes revendicatives, offensives, à travailler à l'unité du salariat dans les luttes, dans toute sa diversité, avec toutes les forces syndicales, politiques, associatives qui refusent cette société injuste et inégalitaire.

Nous devons continuer à débattre avec les salarié-es pour les convaincre de s'organiser, de créer ou renforcer leur syndicat CGT et de s'engager dans l'action collective pour se réapproprier les richesses qu'ils et elles sont seuls à créer et gagner l'augmentation des salaires, retraites et minima sociaux, le développement de l'emploi stable et qualifié, à temps plein, la reconquête de véritables services publics de qualité et de proximité et le renforcement de notre sécurité sociale solidaire.

Si c'est bien le développement des luttes revendicatives et leur mise en convergence qui permettra de gagner, des actions sont d'ores et déjà programmées dans les professions.

Les cheminot-es ont décidé de prolonger leur mouvement jusqu'en août. Les camarades de l'énergie viennent de déposer un nouveau préavis de grève du 1<sup>er</sup> au 31 mai. Le 3 mai, les agent-es des finances publiques seront en grève pour la défense du service public, contre le prélèvement à la source et les camarades de la CGT feront signer des pétitions devant les trésoreries de Montrichard et Saint Aignan, menacées de fermeture. Celles et ceux de l'éducation nationale, avec les étudiant-es, seront également en grève le 3 mai **dans les zones qui ne sont plus en vacances**. Le 22 mai, les agent-es des 3 pans de la Fonction Publique seront à nouveau en grève et manifestation, à laquelle nous appellerons tous les salarié-es à participer pour le renforcement des services publics. Le 14 juin, les retraité-es seront à nouveau appelés à descendre dans la rue pour l'augmentation des pensions et contre la CSG.

Si ces mobilisations constituent des points d'appuis pour l'élévation du mouvement social, il y a vraiment besoin de travailler sans relâche, avec ténacité, à leur élargissement et leur mise en convergence pour gagner. Dans le prolongement de cette journée internationale de luttes pour les droits des salarié-es, pour l'égalité des droits entre les femmes et les

hommes, pour la paix, le désarmement, contre le racisme, la xénophobie, le fascisme, toutes les formes de discrimination, nous vous appelons donc à multiplier les discussions dans votre entreprise ou service, à interpeller vos ami·es, votre famille, à rassembler les salarié·es et mettre en débat avec eux la question de la grève et sa reconduction pour la satisfaction des revendications.

Comme il y a 50 ans, toutes et tous ensemble, unis, solidaires et déterminés dans la lutte, nous allons gagner.

Alors à bientôt, encore plus nombreux en grève et dans la rue, bon 1<sup>er</sup> mai et vive la lutte.